



CHAPITRE 160

LOI CONCERNANT LES ÉCOLES D'INDUSTRIE

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé.
des écoles d'industrie.*

SECTION I

DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

2. Le mot “juges,” usité dans la présente loi, signifie “Juges”.
juges de paix.

Le mot “magistrat” signifie juge des sessions de la “Magistrat”.
paix, recorder, ou magistrat de district.

Le mot “directeurs” signifie et comprend toute per- “ Direc-
sonne ou toutes personnes chargées de l’administration teurs ”.
ou ayant la régie des écoles auxquelles s’applique la pré-
sente loi.

Dans tout territoire soumis à la juridiction d’une Cour des jeunes délinquants, les pouvoirs accordés par la présente loi à deux juges de paix, à un magistrat, à un coroner, au shérif ou au protonotaire du district, doivent être exercés par le juge de la Cour des jeunes délinquants. S. R. (1909), 4021; 3 Geo. V, c. 39, s. 1.

3. Une école dans laquelle il est donné une éducation pour former à l’industrie, et où des enfants sont logés, habillés et nourris, aussi bien qu’instruits, est exclusivement considérée comme une école d’industrie tombant dans la catégorie de celles définies par la présente loi. S. R. (1909), 4022.

SECTION II

DE L’ÉTABLISSEMENT D’ÉCOLES D’INDUSTRIE

4. Sur la demande des directeurs d’une école d’industrie, le lieutenant-gouverneur peut ordonner à l’inspecteur des écoles d’industrie de s’enquérir de la con-

dition de l'école et si elle est en état de recevoir les enfants qui y seront envoyés sous l'autorité de la présente loi, et de lui en faire rapport.

Son rapport

L'inspecteur fait l'investigation et soumet son rapport en conséquence. S. R. (1909), 4023.

Octroi du certificat d'école.

5. Si le lieutenant-gouverneur est satisfait du rapport de l'inspecteur, le secrétaire de la province certifie, par un écrit revêtu de sa signature, que l'école est propre à recevoir les enfants qui y seront envoyés, et, sur ce certificat, l'école est considérée comme étant une école d'industrie certifiée. S. R. (1909), 4024.

Avis de cet octroi.

6. Avis de l'octroi du certificat est, dans le délai d'un mois, annoncé dans la *Gazette officielle de Québec*.

Preuve de l'octroi.

Un numéro de la gazette dans laquelle a paru l'avis est une preuve concluante de l'octroi, qui peut être prouvé également par le certificat lui-même, ou par un instrument comportant être une copie du certificat, et attestée comme telle par l'inspecteur. S. R. (1909), 4025.

Changements aux bâtiments.

7. Des additions ou changements de quelque importance ne doivent être faits à l'extérieur ou à l'intérieur des bâtiments d'aucune école d'industrie certifiée, sans l'approbation du lieutenant-gouverneur. S. R. (1909), 4026.

SECTION III

DE LA NOMINATION D'INSPECTEURS—LEURS DEVOIRS

Inspecteur de ces écoles.

8. Celui ou ceux des inspecteurs des prisons, hôpitaux et autres institutions de cette province, que le lieutenant-gouverneur en conseil juge à propos de nommer à cette fin, sont l'inspecteur ou les inspecteurs des écoles d'industrie.

Son assistant.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer une personne compétente pour assister l'inspecteur. Toute personne ainsi nommée exerce les pouvoirs et remplit, parmi les devoirs qui sont dévolus à l'inspecteur des écoles d'industrie, ceux que le lieutenant-gouverneur en conseil peut lui prescrire, mais il agit sous la direction de l'inspecteur. S. R. (1909), 4027.

Visite de ces écoles.

9. Toute école d'industrie certifiée est, au moins une fois par année, visitée par l'inspecteur des écoles d'industrie, ou par une personne nommée pour l'assister, comme il est dit dans l'article 8. S. R. (1909), 4028.

SECTION IV

DE LA CONTRIBUTION PAR LES MUNICIPALITÉS EN FAVEUR DES ÉCOLES
D'INDUSTRIE

10. Tout conseil municipal peut contribuer de ses deniers, pour le montant et aux conditions qu'il juge convenables, à l'amélioration d'une école d'industrie certifiée, à son agrandissement ou à sa reconstruction, ou à l'entretien de ceux qui sont reçus dans l'école; à l'établissement ou à la construction d'une école, ou à l'achat des terrains requis, soit pour l'usage d'une école d'industrie certifiée déjà en existence, ou pour l'emplacement d'une école dont on veut faire une école d'industrie certifiée; pourvu,

Contribution
des municipa-
lités.

1° Qu'il soit donné un avis préalable de pas moins de deux mois, de l'intention de ce conseil municipal de considérer l'opportunité de fournir cette contribution, au temps et au lieu spécifiés dans cet avis, et ce, par annonce dans un ou plusieurs papiers-nouvelles en circulation dans le district, et aussi d'après le mode que le conseil suit ordinairement dans la publication des avis relatifs aux affaires de la municipalité;

Conditions de
cette contri-
bution.

2° Que l'ordre de contribution soit adopté à une séance spéciale du conseil;

3° Que, lorsque la contribution a pour objet l'amélioration, l'agrandissement ou la reconstruction d'une école établie ou l'établissement ou la construction d'une école projetée, ou l'achat de terrains, l'approbation du lieutenant-gouverneur soit préalablement donnée à cet effet. S. R. (1909), 4029.

11. Pour obtenir l'approbation du lieutenant-gouverneur, lorsqu'elle est requise, les directeurs ou les promoteurs de l'école établie ou les promoteurs de l'école projetée, doivent transmettre au secrétaire de la province tous les détails qui ont rapport à l'établissement ou à l'achat proposé, avec un plan de l'amélioration, de l'agrandissement ou de la reconstruction projetée, tracé d'après l'échelle, accompagné d'une description circonstanciée et du devis estimatif des ouvrages qui peuvent être requis.

Procédures
pour obtenir
l'approbation
du lt-gouv.

Le lieutenant-gouverneur peut approuver la description et le plan à lui soumis, avec ou sans modifications, ou les désapprouver, et son approbation ou sa désapprobation est constatée par le certificat du secrétaire de la province. S. R. (1909), 4030.

Pouvoir de
ce dernier.

SECTION V

DE L'INTERNEMENT DE CERTAINS ENFANTS DANS LES ÉCOLES D'INDUSTRIE
ET DU PAIEMENT DES FRAIS DE LEUR ENTRETIEN

Pouvoirs des
contribuables
d'une muni-
cipalité.

12. Tout contribuable d'une municipalité peut faire amener devant deux juges de paix, ou un magistrat, ou un coroner, ou le shérif ou le protonotaire du district, tout enfant âgé de pas plus de quatorze ans qui est orphelin, ou orphelin de père ou de mère, si le survivant tient une mauvaise conduite ou est condamné à la prison ou au pénitencier pour acte criminel; ou tout enfant qui, à raison de la négligence, l'ivrognerie ou autres vices de ses parents, de son gardien ou de la personne chez qui il réside, est élevé sans éducation et sans aucun contrôle salutaire, ou dans des circonstances qui l'exposent à mener une vie de paresse et de désordre; ou tout enfant qui mène une vie de vagabondage ou est trouvé errant à des heures indues ou est sans abri et paraît délaissé ou abandonné; ou tout enfant qui est habituellement battu ou traité cruellement par ses parents ou par les personnes chez qui il réside; ou tout enfant qui, par le fait qu'il est infirme ou qu'il n'a ni tuteur ni aucun parent en ligne directe capable ou digne d'en prendre soin, est exposé à vagabonder ou à mourir de faim. S. R. (1909), 4031; 3 Geo. V, c. 39, s. 2.

Devoirs des
juges, etc.

13. Les juges de paix, le magistrat, le coroner, le shérif ou le protonotaire, devant qui l'enfant est amené doivent entendre les témoignages démontrant l'âge de l'enfant, ses habitudes et ses antécédents, s'il a des parents en ligne directe ou collatérale, ou un tuteur, capables ou dignes d'en avoir soin et de le garder, le nom et la résidence de ces parents ou tuteur et tous les détails concernant les circonstances spéciales dans lesquelles se trouve cet enfant.

Avis donné
aux parents,
etc.

Les parents en ligne directe ou collatérale, le tuteur ou ceux qui ont la garde de l'enfant doivent être avertis, et ils ont le droit d'être entendus et de faire entendre des témoins comme dans toute autre cause.

Preuve de
l'avis.

La preuve de cette notification peut être faite verbalement et cet avis peut aussi être verbal.

Rapport au
sec. de la
prov.

Les juges de paix, le magistrat, le coroner, le shérif ou le protonotaire, s'ils sont convaincus, d'après ces témoignages, que l'enfant se trouve dans les conditions voulues par l'article 12, font rapport au secrétaire de la province et doivent lui transmettre en même temps les notes des témoignages qu'ils ont prises, ainsi qu'une copie de la plainte et leur rapport motivé.

Les juges de paix, le magistrat, le coroner, le shérif ou le protonotaire peuvent, s'ils le jugent à propos, ajourner l'examen des témoins à une autre audience afin de se procurer l'occasion d'entendre de nouveaux témoins pour rencontrer les exigences du présent article. S. R. (1909), 4032; 3 Geo. V, c. 39, s. 3.

Ajourne-
ment de l'au-
dience.

14. La garde et l'entretien d'un enfant, détenu dans une école d'industrie en vertu des articles 12, 13, 33 et 38, sont payés pour une moitié par le gouvernement et pour l'autre moitié par la municipalité de comté, la cité ou la ville où se trouvait l'enfant à l'époque de l'internement, sauf le recours de cette municipalité dans le cas où l'enfant n'était pas alors domicilié dans les limites de son territoire contre la municipalité de comté, la cité ou la ville où il avait son domicile.

Rang 168.V.C.53.4.1

Paiement des
frais de
garde et
d'entretien.

Si, cependant, la municipalité de comté, la cité ou la ville qui peut être appelée à payer en vertu du présent article, indique d'une manière certaine au secrétaire de la province, avant la poursuite, la municipalité de comté la cité ou la ville où l'enfant avait son domicile, le gouvernement doit faire payer cette dernière directement. S. R. (1909), 4033.

Indication du
domicile de
l'enfant.

15. Les frais de transfert d'un enfant à une école d'industrie sont, dans tous les cas, à la charge des parents ou des municipalités de comté, de la cité ou de la ville, et peuvent, dans le cas des articles 12, 13 et 38, être réclamés des municipalités de comté, cité ou ville, (sauf leur recours), au même titre, de la même manière et avec la même preuve que le montant dû pour les frais de garde et d'entretien. S. R. (1909), 4034.

Rang 168.V.C.53.4.2

Frais de
transfert.

16. Dans les premiers quinze jours du mois de janvier de chaque année, les propriétaires ou directeurs de chaque école d'industrie doivent transmettre au secrétaire de la province une liste spécialement préparée pour les fins de la présente loi, dûment attestée sous serment devant un juge de paix et contenant:

Transmis-
sion des
états annuels
au sec. de la
prov. et leur
contenu.

1° Les noms des enfants qui se trouvent à l'école, en vertu des articles 12, 13 et 38;

2° Leur résidence à l'époque de l'internement. S. R. (1909), 4035, § 1.

17. Sur réception de cette liste, le secrétaire de la province doit préparer, sans retard, pour chaque municipalité de comté, chaque cité ou ville, un état détaillé des sommes d'argent dues par elle en vertu de la présente

Rang 168.V.C.53.4.3.

État en-
voyé par
sec. de la
prov. aux
percepteurs.

loi, et le transmettre immédiatement au percepteur du revenu de la province pour le district où se trouve située telle municipalité de comté, telle cité ou telle ville. S. R. (1909), 4035, § 2.

Rang 168.V
C. 53.1.4

Devoirs des percepteurs sur réception des états.

18. Sur réception de cet état, le percepteur du revenu doit transmettre sans délai au secrétaire-trésorier de la municipalité de comté, ou au greffier de la corporation de la cité ou de la ville intéressée, suivant le cas, un extrait dûment certifié de cet état, contenant les noms des enfants à l'entretien desquels la municipalité de comté, la cité ou la ville doivent contribuer, ainsi que le montant dû pour l'année précédente, avec un avis le requérant de verser entre ses mains, le ou avant le 1er mai alors prochain, le montant dû pour cet objet. S. R. (1909), 4035, § 3.

Rang 168.V
C. 53.1.5

Recouvrement du montant dû.

19. Le montant dû par une municipalité de comté, une cité ou une ville obligée à l'entretien de tout enfant interné dans une école d'industrie, en vertu des dispositions précédentes, est recouvrable par voie d'action ordinaire.

Action à cette fin.

Cette action est intentée par le percepteur du revenu du district, en son nom, contre toute telle municipalité de comté, cité ou ville devant tout tribunal de juridiction compétente. S. R. (1909), 4035, § 4.

Rang 168.V
C. 53.1.6

Imposition et prélèvement du montant exigé.

20. Le montant payé par une municipalité de comté, une cité ou une ville en vertu de la présente loi est considéré comme une dette imposable en vertu du Code municipal ou de la charte de la cité ou ville, et est prélevé de la même manière que toutes taxes ordinaires dues par les contribuables ou par les municipalités locales. S. R. (1909), 4035, § 5.

Force probante de certains documents.

21. Dans toute poursuite ou procédure intentée pour le recouvrement de ce qui est dû pour l'entretien d'un ou de plusieurs enfants dans une école d'industrie, une copie ou un extrait, certifié par le secrétaire de la province ou son assistant, des documents en vertu desquels l'enfant a été envoyé à l'école d'industrie et de ceux mentionnés dans les articles 16, 17 et 18 constitue à première vue une preuve suffisante, sans autre preuve, pour faire obtenir jugement. S. R. (1909), 4035, § 6.

Privilege de la couronne.

22. Toute somme due au gouvernement en vertu de la présente loi constitue une dette privilégiée, prenant rang immédiatement après les frais de justice; et les arti-

cles du Code civil et du Code de procédure concernant les privilèges sont amendés en conséquence. S. R. (1909), 4035, § 7.

23. Il est loisible à toute municipalité de comté, à toute cité ou à toute ville qui a ainsi payé une somme d'argent au gouvernement pour la pension, le séjour, le traitement et le transfert d'un enfant interné dans une école d'industrie, de se faire rembourser ce montant par voie d'action et d'exécution, en la manière ordinaire, sur les biens de l'enfant ou sur ceux des personnes qui sont obligées par la loi de pourvoir à sa subsistance et à son entretien. S. R. (1909), 4035, § 8, *partie*.

Ann 163.V.C.53.4.7

Remboursement du montant payé.

24. Nonobstant toute loi à ce contraire, telle municipalité peut se faire rembourser par voie d'exécution sur les immeubles de l'enfant ou ceux des personnes obligées par la loi à son entretien, quel que soit le montant du jugement qu'elle obtient, ou la municipalité peut, dans le cas où l'enfant n'était pas domicilié dans les limites de son territoire lors de son entrée à l'école, exercer son recours en remboursement contre la municipalité où l'enfant avait alors son domicile; mais tel recours par une municipalité se prescrit par trois ans de la date du paiement fait au gouvernement. S. R. (1909), 4035, § 8, *partie*; 12 Geo. V, c. 74, s. 1.

Remboursement du montant payé par la municipalité pour frais d'internement d'un enfant.

Prescription.

25. Toute municipalité de comté qui a payé une somme d'argent au gouvernement pour la garde ou l'entretien d'un enfant détenu dans une école d'industrie, ou pour son transfert à ou de cette école, peut, au lieu de se faire rembourser en la manière prescrite par les articles 23 et 24, recouvrer de la municipalité locale d'où l'enfant a été envoyé à l'école d'industrie, le montant qu'elle a ainsi payé.

Ann 163.V.C.53.4.8.

Remboursement par la municipalité locale du montant payé par la municipalité de comté.

La municipalité locale peut ensuite être remboursée, conformément aux règles prescrites par les articles 23 et 24, de ce qu'elle a payé à la municipalité de comté.

Remboursement à cette dernière.

Lorsqu'une municipalité de comté a payé une somme d'argent au gouvernement pour la garde et l'entretien d'un enfant dans une école d'industrie, ou pour les frais de transfert à ou de cette école, et qu'elle ne peut se faire rembourser sur les biens de cet enfant ou ceux des personnes qui sont obligées par la loi de pourvoir à son entretien, elle doit, dans les deux cas suivants:

Prélèvement sur les municipalités locales du comté.

1° Lorsque cet enfant n'a pas de domicile connu dans la province, ou

2° Lorsque la municipalité d'où vient l'enfant est une

municipalité pauvre et reconnue comme telle par le conseil de comté,

Mode de pré-
lever le mon-
tant dû.

La prélever sur les municipalités locales dans le comté de la même manière que toute taxe ordinaire imposée en vertu du Code municipal et due par ces municipalités locales. S. R. (1909), 4035, § 9; 12 Geo. V, c. 74, s. 1.

Pouvoirs des
parents.

26. Lorsque le père ou la mère, le beau-père ou la belle-mère, le tuteur ou un parent d'un enfant, ou la personne qui en a la charge ou le soin, représente sous serment à deux juges de paix ou à un magistrat que cet enfant déserte ou abandonne, ou qu'il a déserté ou abandonné le toit de la personne qui en a le contrôle, sans permission ou sans raison suffisante, ou qu'il désobéit habituellement à toute demande légitime et raisonnable de ses parents ou de la personne qui en a le soin ou la garde, ou qu'il se livre habituellement à la paresse, ou qu'il est incontrôlable ou incorrigible, ou qu'il se sert habituellement d'un langage obscène ou indécent, ou qu'il se conduit d'une manière immorale, et qu'il désire que cet enfant soit envoyé à une école d'industrie certifiée, les juges de paix ou le magistrat doivent s'enquérir de ces faits et, s'ils sont convaincus qu'il est nécessaire que l'enfant soit placé dans une école d'industrie, ils peuvent l'y envoyer pour le temps jugé nécessaire.

Paiement des
frais d'entre-
tien.

Les frais de garde et d'entretien de tout enfant interné dans une école d'industrie certifiée, en vertu du présent article, ne sont dans aucun cas à la charge de la province.

Les direc-
teurs peu-
vent se faire
donner des
garanties
que les frais
seront payés.

Il est loisible aux directeurs d'une école d'industrie certifiée de se faire donner des garanties par les intéressés que les frais de garde et d'entretien de ces enfants leur seront régulièrement payés, et ils ne sont pas tenus de recevoir l'enfant, si ces garanties ne sont pas données à leur satisfaction. S. R. (1909), 4036; 3 Geo. V, c. 39, s. 4. (*)

Jeunes dé-
linquants.

27. Dans tout territoire soumis à la juridiction d'une Cour des jeunes délinquants, les enfants qui sont dans les cas prévus par l'article 26 sont considérés comme des jeunes délinquants, et il peut être procédé contre eux conformément aux dispositions de la loi du Canada 7-8 Édouard VII, chapitre 40. S. R. (1909), 4036a; 3 Geo. V, c. 39, s. 5.

Pouvoirs ac-
cordés aux
officiers de
paix.

28. Dans tout territoire soumis à la juridiction d'une Cour des jeunes délinquants, tout officier de paix peut arrêter et conduire devant le juge de cette cour les enfants qui sont dans les cas prévus par les articles 12 et 29.

(*) Voir article 28.

Si le juge, après s'être enquis des faits et avoir entendu la preuve qu'il trouve nécessaire, considère que cet enfant est négligé dans le sens des articles 12 et 29 et a besoin d'être protégé, il peut rendre toute ordonnance qu'il croit être dans l'intérêt de l'enfant, conformément à la loi du Canada 7-8 Édouard VII, chapitre 40. S. R. (1909), 4036b; 3 Geo. V, c. 39, s. 5.

Ordonnance
du juge.

29. 1. Le maire d'une municipalité locale ou d'une cité ou ville peut faire amener devant deux juges de paix ou un magistrat tout enfant au-dessous de douze ans, lequel à raison de la maladie continuelle ou de la pauvreté de ses parents, ou à raison de leur ivrognerie habituelle ou de leurs habitudes vicieuses, ou à raison de quelques-uns des faits mentionnés dans l'article 12, a besoin d'être protégé et pris en soin, et demander que cet enfant soit envoyé à une école d'industrie certifiée.

Internement
sur la de-
mande du
maire.

Lorsqu'ils sont saisis de cette demande, les juges de paix ou le magistrat doivent entendre la preuve, s'enquérir des faits, et, si la preuve est suffisante, ordonner que l'enfant soit envoyé dans une école d'industrie certifiée, pour le temps mentionné dans la demande ou pour un temps moins long, à leur discrétion.

Devoirs des
juges de paix
dans ce cas.

2. Dans les cas prévus par le présent article, les frais de garde, de l'entretien et du séjour de l'enfant ainsi envoyé dans une école d'industrie certifiée, ne sont pas payés par la province.

Paiement de
frais d'en-
retien.

Le maire, sur l'autorisation du conseil, doit traiter directement avec les directeurs de l'école, en vertu de l'article 59. Dans les cités et les villes, deux échevins ou conseillers, ou le greffier du conseil ou de la corporation, ont le même pouvoir que le maire.

Entente du
maire avec les
directeurs,
etc.

3. Il est loisible à toute municipalité, qui a ainsi payé une somme d'argent aux directeurs d'une école d'industrie pour la garde, la pension, le séjour et le transfert d'un enfant interné dans une école d'industrie, de se faire rembourser ce montant par voie d'action et d'exécution en la manière ordinaire, sur les biens de l'enfant, ou sur ceux des personnes qui sont obligées par la loi de pourvoir à sa subsistance et à son entretien.

Rembourse-
ment du
montant
payé.

4. Le montant qu'une municipalité locale, une cité ou une ville est tenue de payer en vertu du présent article est considéré comme une dette imposée en vertu du Code municipal, et est imposé et perçu de la même manière que les taxes ordinaires dues par les contribuables de la municipalité. S. R. (1909), 4037.

Imposition
et prélève-
ment du
montant
exigé.

30. Les propriétaires de l'école d'industrie ne sont pas obligés de garder l'enfant, si les contributions payées

Défaut de
paiement de

la contribu-
tion.

bles en vertu des articles 26 et 29, ne sont pas payées régulièrement. S. R. (1909), 4038.

Ann. 163.7
C.53.4.9.

Age auquel
l'enfant peut
être interné.

31. Il n'est donné aucun ordre enjoignant d'interner un enfant dans une école d'industrie certifiée tant qu'il n'a pas atteint l'âge de six ans, et il ne peut plus être détenu dans l'école aux frais de la province ni des municipalités de comté, des cités ou des villes, après avoir atteint l'âge de quatorze ans, à moins qu'il ne soit empêché de sortir par maladie ou infirmité corporelle, ou à moins que les municipalités ou les intéressés ne consentent et ne s'engagent à payer les frais de garde et d'entretien. S. R. (1909), 4039.

Exception.

Devoirs des
inspecteurs.

32. Sauf l'exception de l'article 31, il est du devoir des inspecteurs des écoles d'industrie de voir à ce qu'aucun enfant ne reste dans une école d'industrie certifiée après avoir atteint l'âge de quatorze ans. S. R. (1909), 4040.

Internement
continué
dans certains
cas.

33. Le secrétaire de la province peut, à l'expiration du terme d'internement dans une école d'industrie d'un enfant y détenu, ordonner, lorsqu'il le croit nécessaire, que l'internement de cet enfant soit continué pour un temps n'excédant pas trois années.

Paiement des
frais de
garde.

Les frais de garde et d'entretien sont ensuite payés conformément à l'article 14. S. R. (1909), 4041.

Dispositions
applicables.

34. Sauf dans ses dispositions contraires ou incompatibles, la Loi des convictions sommaires de Québec (chap. 165) s'applique à toutes les procédures faites en vertu de la présente loi devant les juges de paix, les magistrats, les coroners, les shérifs et les protonotaires. S. R. (1909), 4042.

Pouvoir des
juges des
cours crimi-
nelles d'or-
donner l'in-
ternement
de certains
enfants.

35. Les juges qui président les cours criminelles ont le pouvoir d'envoyer aux écoles d'industrie tout enfant au-dessous de quatorze ans appartenant à des personnes condamnées par eux pour des actes criminels, et ce, aux frais de la municipalité où résident les parents, lorsqu'il résulte de l'instruction faite devant le tribunal que ces criminels se sont portés sur leurs enfants à des voies de fait, à des assauts indécents ou à des outrages quelconques.

Exercice de
ce pouvoir.

Ce pouvoir peut être exercé par le juge, soit de sa propre autorité, soit sur la demande du procureur général ou de son substitut, soit sur la demande d'une personne qui croit de son devoir d'attirer l'attention du tribunal sur la preuve faite. S. R. (1909), 4043.

SECTION VI

DE L'ORDRE DE DÉTENTION DANS LES ÉCOLES D'INDUSTRIE

36. L'école dont les directeurs consentent à la réception d'un enfant, est une école d'industrie certifiée, qu'elle soit située dans l'étendue de la juridiction des juges de paix, du magistrat, du coroner, du shérif ou du protonotaire décernant cet ordre, ou non; et la réception de l'enfant, par les directeurs de l'école, est considérée comme s'ils s'étaient engagés à l'instruire, l'élever, l'habiller, le loger et le nourrir pendant tout le temps qu'il est obligé de rester dans l'école, ou jusqu'à ce que le retrait ou l'abandon du certificat soit mis à effet, ou jusqu'à ce que les sommes avancées sur les deniers affectés par la Législature à la garde et à l'entretien des enfants internés dans l'école, cessent d'être accordées, quel que soit le cas qui se présente le premier.

Engagements
qui résultent
de la réception
d'un enfant
à cette
école.

L'école nommée dans l'ordre est présumée être une école d'industrie certifiée, jusqu'à preuve du contraire.

Présomption.

Dans le rapport qu'ils font au secrétaire de la province en vertu des articles 12 et 13, les juges de paix, le magistrat, le coroner, le shérif ou le protonotaire peuvent suggérer le choix de l'école, et, après avoir fait tous leurs efforts pour s'assurer quelle est la croyance religieuse de l'enfant, ils suggèrent une école de cette croyance religieuse. L'acte de naissance de l'enfant doit être annexé à ce rapport, s'il est possible de se le procurer. S. R. (1909), 4044.

Contenu du
rapport des
juges de paix.

Extrait de
baptême doit
être annexé.

37. Le père, le beau-père ou le tuteur, ou, s'il n'a ni père, ni beau-père ni tuteur, le parrain ou le plus proche parent d'un enfant qui est sur le point d'être envoyé à une école d'industrie certifiée, peut demander au secrétaire de la province, dans le cas des articles 12 et 13, et au maire, aux juges de paix, au magistrat, au coroner, au shérif ou au protonotaire, dans les autres cas, que l'enfant soit, de préférence, envoyé dans une école d'industrie qu'il indique et qui, d'après lui, est mieux adaptée à recevoir l'enfant, vu sa croyance religieuse. S. R. (1909), 4045.

Recours des
parents si
l'école n'est
pas conforme
à la croyance
religieuse.

38. Lorsque le secrétaire de la province décide, d'après les documents qui lui sont transmis, qu'un enfant doit être admis dans une école d'industrie certifiée en vertu des articles 12 et 13, et qu'il signe, à cet effet, un ordre d'admission, cet ordre doit être transmis aux juges de paix, au magistrat, au coroner, au shérif ou au protonotaire devant lesquels la cause a été entendue et

Ordre du sec.
de la prov.
autorisant la
détention.

être ensuite expédié au directeur de l'école, en même temps que l'enfant y est envoyé.

Valeur de l'ordre de détention.

Cet ordre est un mandat suffisant pour autoriser le transfert et la détention de l'enfant dans cette école, pour le temps qui y est indiqué.

Pouvoir du sec. de la prov. d'ordonner l'internement.

Le secrétaire de la province peut néanmoins, quoique les formalités requises pour l'internement d'un enfant n'aient pas été accomplies, ordonner que cet enfant soit admis dans une école d'industrie certifiée, s'il est établi à sa satisfaction que l'enfant rencontre les conditions exigées par la loi à cet égard.

Effet de l'ordre.

L'ordre ainsi donné est un mandat suffisant pour autoriser le transfert et la détention de l'enfant dans cette école, pour le temps indiqué. S. R. (1909), 4046.

Force probante de certains documents.

39. Un instrument, comportant être un ordre de détention dans une école, signé par le secrétaire de la province ou son assistant, ou deux juges de paix, un magistrat, un coroner, un shérif ou un protonotaire, ou un document comportant être une copie de tel ordre, certifiée par le secrétaire de la province ou son assistant, ou par le greffier des juges de paix, le magistrat, le coroner, le shérif ou le protonotaire qui l'a décerné, fait foi de son contenu. S. R. (1909), 4047.

SECTION VII

DE LA DIRECTION DES ÉCOLES D'INDUSTRIE

Instruction religieuse des enfants.

40. Un ministre de la croyance religieuse spécifiée dans l'ordre de détention comme étant celle, d'après ce que les juges de paix, le magistrat, le coroner, le shérif ou le protonotaire ont pu vérifier, à laquelle appartient l'enfant, peut, en vue de lui donner une instruction religieuse, visiter ce dernier à l'école, aux jours et aux époques qui sont déterminés par des règlements décrétés par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. (1909), 4048.

Permis pour rester chez des personnes de confiance.

41. Les directeurs d'une école peuvent, en tout temps, après l'expiration de dix-huit mois de terme de la détention infligée à un enfant, l'autoriser, au moyen d'un permis revêtu de leurs signatures, à rester chez une personne digne de confiance et respectable, dont le nom doit figurer sur le permis, et qui consent à le recevoir et à en prendre soin.

Durée et renouvellement de ces permis.

Tout permis ainsi accordé ne demeure en vigueur que pendant trois mois; mais il peut, en tout temps, avant l'expiration de ces trois mois, être renouvelé pour un autre terme de pas plus de trois mois, lequel court à compter de l'expiration du terme antérieur de trois mois,

et ainsi de suite jusqu'à l'expiration de la période de détention de l'enfant.

Tel permis peut aussi être, en tout temps, annulé par les directeurs de l'école, par un écrit revêtu de leurs signatures, et, sur cette annulation, l'enfant que le permis concernait peut, sur leur injonction écrite et attestée de leurs signatures, être contraint de retourner à l'école.

Annulation
des permis.

Sauf le cas de déchéance du permis pour cause de mauvaise conduite, le temps durant lequel un enfant est absent de l'école, en vertu de ce permis, est considéré comme partie intégrante du terme de sa détention dans l'école, et, à l'expiration du temps fixé par le permis, il est ramené à l'école.

Absence sur
permis
compte com-
me terme de
détention.

Un enfant qui s'enfuit de la demeure de la personne chez laquelle il est placé en vertu d'un permis, ou qui refuse de retourner à l'école lors de l'annulation de son permis, ou à l'expiration du temps qu'il lui fixe, est censé s'être évadé de l'école. S. R. (1909), 4049.

Fuite d'un
enfant.

42. Les directeurs d'une école peuvent, en tout temps après qu'un enfant a été placé au dehors sur permis, s'il se conduit bien durant son absence de l'école, l'engager, de son propre consentement, pour l'apprentissage d'une industrie, d'un métier ou service, quoique le terme de sa détention ne soit pas expiré, et cet engagement est, de toute manière, valide et efficace. S. R. (1909), 4050.

Placement
des enfants
en apprentis-
sage.

43. Les directeurs d'une école peuvent établir des règlements pour l'administration et la discipline de l'école, pourvu qu'ils ne soient pas contraires aux dispositions de la présente loi; mais ces règlements ne sont mis en vigueur qu'après l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, transmise par l'intermédiaire du secrétaire de la province.

Règlements
relatifs aux
écoles.

Ces règlements, ainsi approuvés, ne peuvent être modifiés sans une approbation analogue.

Leur modifi-
cation.

Un exemplaire imprimé des règlements, comportant être ceux d'une école ainsi approuvée, et signé par l'inspecteur des écoles d'industrie, fait foi des règlements de l'école. S. R. (1909), 4051.

Leur valeur.

44. Les directeurs peuvent aussi engager, en dehors de leur établissement, les enfants sous leurs soins, par contrat d'apprentissage, ou les mettre en service comme domestiques, mais ces contrats ne doivent stipuler aucune somme d'argent en faveur des directeurs ni de l'enfant, et doivent garantir au maître les services gratuits

Pouvoirs des
directeurs
d'engager les
enfants.

de cet enfant, et à ce denier la nourriture, l'entretien et le logement. S. R. (1909), 4052.

Entretien non
payé dans ce
cas.

45. Durant tout le temps que l'enfant demeure, sur permis des directeurs de l'école, chez une personne de confiance, ou est mis en apprentissage par eux, il ne leur est payé aucun traitement pour l'entretien et la pension de cet enfant. S. R. (1909), 4053.

Règlements
à ce sujet

46. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, à ce sujet, tels règlements qu'il juge à propos, et les inspecteurs des écoles d'industrie sont autorisés à les mettre à exécution. S. R. (1909), 4054.

Certificats
des directeurs
font foi de
leur contenu.

47. Un certificat qui paraît avoir été signé par l'un des directeurs d'une école certifiée, par leur secrétaire, ou par le surintendant ou une autre personne chargée de la direction de l'école, tendant à établir que l'enfant y dénommé a été dûment reçu dans l'école et y est encore interné au moment de la signature du certificat, ou a été dûment élargi ou a été transféré ailleurs, ou qu'il en a été disposé autrement, conformément à la loi, fait foi de toutes les matières qui y sont mentionnées. S. R. (1909), 4055.

Logement des
enfants en
dehors des
écoles.

48. Pourvu que les directeurs instruisent, disciplinent, habillent et nourrissent l'enfant dans l'école, tout comme s'il demeurerait dans l'école elle-même, et qu'ils fassent rapport au lieutenant-gouverneur, en la forme qu'il juge à propos de prescrire, de toutes les circonstances où ils ont eu l'occasion d'exercer la discrétion qui leur est conférée aux termes de la présente loi, ils peuvent permettre à un enfant, qui a été envoyé à l'école sous l'autorité de la présente loi, de loger chez son père ou dans la maison de quelque personne respectable et digne de confiance. S. R. (1909), 4056.

Permis du
secrétaire de
la province de
rester chez
des personnes
de confiance.

49. Le secrétaire de la province peut, en tout temps, ordonner que tout enfant détenu dans une école d'industrie soit placé, aux conditions qu'il fixe, chez une personne ou dans une famille respectable et digne de confiance, qui consent à le recevoir, à en prendre soin, à le nourrir, entretenir et loger d'une manière convenable, S. R. (1909), 4057.

Application
de l'art. 49.

50. Dans les cas prévus par l'article 38, le secrétaire de la province peut également ordonner que l'enfant, au lieu d'être transféré dans une école d'industrie, soit placé de la manière indiquée dans l'article 49. S. R. (1909), 4058.

51. Le secrétaire de la province peut, à sa discrétion, ordonner en tout temps que tout tel enfant soit libéré de l'obligation de demeurer chez les personnes ou dans les familles où il a été ainsi placé. S. R. (1909), 4059.

Enfant peut être libéré de l'obligation de rester chez ces personnes.

52. Le temps durant lequel un enfant est absent de l'école en vertu d'un ordre du secrétaire de la province est considéré comme partie intégrante du terme de sa détention. S. R. (1909), 4060.

Absence sur permis comptée comme temps de détention.

53. Un enfant qui s'enfuit de la demeure de la personne chez laquelle il est placé en vertu d'un tel ordre, ou qui refuse de retourner à l'école lors de la révocation de l'ordre, ou à l'expiration du temps qu'il lui fixe, est censé s'être évadé de l'école. S. R. (1909), 4061.

Fuite d'un enfant.

54. Rien n'est dû aux directeurs d'une école pour la pension et l'entretien d'un enfant depuis la réception de l'ordre du secrétaire de la province, et durant le temps que l'enfant demeure hors de l'école en vertu de cet ordre. S. R. (1909), 4062.

Entretien non payé dans le cas de l'art. 49.

SECTION VIII

DE L'INFRACTION AUX RÈGLEMENTS DANS LES ÉCOLES D'INDUSTRIE

55. L'enfant, apparemment âgé de plus de dix ans, envoyé à une école d'industrie certifiée, qu'il loge ou non dans l'école elle-même, qui, pendant la durée de sa détention, néglige volontairement ou refuse obstinément de se conformer aux règlements de l'école, est coupable d'un délit contre la présente loi, et est passible, sur conviction sommaire devant deux juges de paix ou un magistrat d'un emprisonnement pour un terme de quatorze jours au moins ou de trois mois au plus; et les juges de paix ou le magistrat devant qui il est trouvé coupable, peuvent ordonner qu'à l'expiration du terme de son emprisonnement, il soit envoyé à une école de réforme certifiée, et y soit détenu conformément à la Loi des écoles de réforme (chap. 159). S. R. (1909), 4063.

Punition de l'infraction aux règlements par les enfants.

56. L'enfant envoyé à une école d'industrie certifiée, qu'il loge ou non dans l'école elle-même, qui, pendant la période de sa détention, s'évade de l'école, ou s'en absente, est coupable d'un délit contre la présente loi et peut, en tout temps, avant l'expiration du terme de sa détention, être appréhendé sans qu'il soit émis de mandat, et être amené devant un juge de paix ou un magistrat ayant juridiction dans la localité ou le district où il est trouvé, ou dans la localité ou le district dans lequel

Punition pour évvasion de l'école.

est située l'école d'où il s'est enfui, et, sur conviction sommaire devant un juge de paix ou un magistrat, être remené à la même école par les directeurs de l'école, à leurs frais, pour y être interné durant une période de temps égale à celle qui restait encore à courir, sur son terme de détention, au moment où il s'est rendu coupable de ce délit.

Emprisonnement dans certains cas.

Si l'enfant accusé de ce délit est apparemment âgé de plus de dix ans, sur conviction sommaire de ce délit prononcée contre lui devant deux juges de paix ou un magistrat, il devient passible, à la discrétion des juges ou du magistrat, au lieu d'être renvoyé à la même école, d'un emprisonnement de quatorze jours au moins ou de trois mois au plus; et les juges de paix ou le magistrat devant qui il est trouvé coupable, peuvent ordonner, qu'à l'expiration du terme de son emprisonnement, il soit envoyé à une école de réforme certifiée pour y être interné conformément aux dispositions de la Loi des écoles de réforme (chap. 159). S. R. (1909), 4064.

Punition des personnes qui favorisent l'évasion des enfants.

57. Quiconque, directement ou indirectement,—

1° Participe sciemment à l'évasion de l'école, d'un enfant sujet à être détenu dans une école d'industrie certifiée; ou

2° Induit cet enfant à s'évader ainsi; ou

3° Donne asile, ou cache un enfant qui s'est évadé, ou l'empêche de retourner à l'école, ou sciemment participe à l'un ou l'autre de ces actes,—

Est coupable d'un délit contre la présente loi, et, sur conviction sommaire devant deux juges de paix ou un magistrat, encourt une amende n'excédant pas quatre-vingts dollars, ou est passible, à la discrétion des juges, d'un emprisonnement pour un terme n'excédant pas deux mois. S. R. (1909), 4065.

SECTION IX

DES DÉPENSES DES ENFANTS DANS LES ÉCOLES D'INDUSTRIE

Contribution du gouvernement pour le soutien de ces enfants.

58. Pourvu que ces contributions n'excèdent pas cinquante centins par tête, par semaine, pour les enfants internés à la demande de leurs pères ou mères, beaux-pères, belles-mères ou tuteurs, le trésorier de la province peut, de temps en temps, contribuer, à même les deniers affectés à cette fin par la Législature, pour telles sommes que le lieutenant-gouverneur en conseil juge à propos de recommander pour la garde et l'entretien des enfants internés dans les écoles d'industrie certifiées. S. R. (1909), 4066.

59. Tout conseil municipal peut traiter avec les directeurs d'une école, pour la réception et l'entretien en cette école des enfants qui, sur l'ordre des juges de paix, y sont envoyés par la municipalité que ce conseil représente. S. R. (1909), 4067.

Entente entre conseil municipal et directeurs.

60. Les directeurs des institutions municipales, dûment constituées en corporation, peuvent contribuer pour les sommes qu'ils jugent convenables, à l'entretien des enfants internés, sur leur demande, dans une école d'industrie certifiée. S. R. (1909), 4068.

Contribution de certaines institutions au soutien des enfants.

SECTION X

DE L'ÉLARGISSEMENT DES ENFANTS DES ÉCOLES D'INDUSTRIE

61. Le lieutenant-gouverneur peut, en tout temps, ordonner qu'un enfant soit transféré d'une école d'industrie certifiée à une autre, mais de manière à ne pas prolonger, par là, la durée de sa détention. S. R. (1909), 4069.

Transfert des enfants d'une école à une autre.

62. Le trésorier de la province peut payer, à même les deniers affectés à cette fin par la Législature, telle somme que le lieutenant-gouverneur juge à propos de recommander pour défrayer les dépenses du transfert de tout enfant transféré en vertu des dispositions de la présente loi. S. R. (1909), 4070.

Frais de transfert.

63. Le lieutenant-gouverneur peut aussi, en tout temps, ordonner qu'un enfant soit élargi d'une école d'industrie certifiée, soit absolument, soit sous les conditions approuvées par le secrétaire de la province, et l'enfant doit être en conséquence élargi. S. R. (1909), 4071.

Élargissement des enfants.

64. Lorsque l'élargissement est ordonné en vertu des dispositions de l'article 63, avis doit en être donné en la manière indiquée à l'article 71, et, dans les dix jours de la réception de cet ordre, les directeurs de l'école doivent s'y conformer et doivent aussi, immédiatement après la réception de l'ordre, donner avis aux parents, au tuteur ou à la personne tenue de prendre soin de l'enfant, qu'il est libéré, leur indiquant le jour et l'heure où ils doivent se présenter à l'école d'industrie pour le recevoir.

Avis donné aux parents, etc., de l'élargissement d'un enfant.

Si les parents, le tuteur ou autre personne tenue d'en prendre soin, négligent ou refusent de se rendre à l'heure et au lieu indiqués pour prendre charge de l'enfant, ils peuvent, sur la plainte de tout contribuable, d'un officier, sergent, constable ou gardien de la paix quelcon-

Pénalité en cas de défaut de venir chercher l'enfant.

que, être poursuivis sommairement devant un magistrat ou deux juges de paix, qui, si les accusés n'ont pas d'excuses valables, peuvent les condamner à une amende qui n'excède pas cinquante dollars ou à deux mois de détention dans la prison commune, pour chaque infraction. S. R. (1909), 4072.

SECTION XI

DU RETRAIT DU CERTIFICAT D'ÉCOLE

Mode de
retrait du
certificat
d'école.

65. Si, en tout temps, le lieutenant-gouverneur n'est pas satisfait de la condition d'une école d'industrie certifiée, le secrétaire de la province déclare, au moyen d'un avis sous sa signature, adressé et signifié aux directeurs de cette école que, à compter du temps fixé dans l'avis, qui ne doit pas être moins de six mois après sa date, le certificat de l'école est retiré; et, à compter de ce temps, le certificat est censé avoir été retiré en conséquence, et l'école avoir cessé d'être une école d'industrie certifiée. S. R. (1909), 4073.

Pouvoirs des
gérants ou
administrateurs
de
renoncer au
certificat.

66. Les directeurs, ou les exécuteurs ou administrateurs du directeur décédés s'il n'y en a qu'un, d'une école d'industrie certifiée, peuvent donner avis par écrit au secrétaire de la province de leur intention de renoncer au certificat de cette école, et, à l'expiration de six mois si ce sont des directeurs, et d'un mois si ce sont des exécuteurs ou administrateurs, à compter de la réception de cet avis par le secrétaire de la province, à moins que l'avis ne soit retiré avant ce temps, le certificat est censé avoir été retiré en conséquence, et l'école avoir cessé d'être une école d'industrie certifiée. S. R. (1909), 4074.

Avis du re-
trait ou de
l'abandon du
certificat.

67. Sur l'ordre du secrétaire de la province, un avis du retrait ou de l'abandon du certificat d'une école d'industrie certifiée, doit être, dans le délai d'un mois, inséré dans la *Gazette officielle de Québec*.

Preuve de ce
retrait.

Un numéro de cette gazette, dans lequel cet avis a paru, est une preuve concluante de ce retrait ou de cet abandon.

Présomption
de sa mise en
vigueur.

Un certificat est présumé être en vigueur jusqu'à ce que son retrait ou son abandon soit prouvé. S. R. (1909), 4075.

Effet de l'avis
de retrait ou
de l'abandon
du certificat.

68. Après qu'un avis a été donné du retrait ou de l'abandon du certificat d'une école d'industrie certifiée, nul enfant n'est reçu dans cette école pour y être interné en vertu de la présente loi, après la réception, par les direc-

teurs de l'école, de l'avis du retrait, ou après la date de l'avis de l'abandon, selon le cas.

Mais l'obligation qui incombe aux directeurs d'ins-
truire, d'élever, vêtir, loger et nourrir les enfants inter-
nés dans l'école, lors de cette réception, ou à la date de
cet avis, est, à moins que le lieutenant-gouverneur ne
prescrive le contraire, censée devoir se continuer jusqu'à
ce que le retrait ou l'abandon du certificat soit mis à
effet, ou jusqu'à ce que les sommes avancées sur les de-
niers affectés par la Législature à la garde et à l'entre-
tien de l'enfant détenu dans l'école, cessent d'être accor-
dées, quel que soit le cas qui arrive le premier. S. R.
(1909), 4076.

Obligation
des directeurs
après l'avis de
retrait ou
d'abandon.

69. Lorsqu'une école cesse d'être une école d'indus-
trie certifiée, les enfants qui y sont internés sont ou élar-
gis ou transférés à une autre école d'industrie certifiée,
sur l'ordre du secrétaire de la province. S. R. (1909),
4077.

Si une école
cesse d'être
tenue.

70. Aucune sommation, ni aucun avis, dans le but
de mettre à effet les dispositions de la présente loi, n'est
invalidé pour défaut seul de formalités. S. R. (1909),
4078.

Défaut de
forme dans
les procé-
dures.

71. Tout avis peut être signifié aux directeurs d'une
école d'industrie certifiée, en le délivrant à l'un d'eux per-
sonnellement, ou en l'expédiant par la malle, ou autre-
ment dans une lettre adressée à eux ou à l'un d'eux à
l'école, ou au lieu ordinaire de leur résidence, ou de leur
dernier domicile, ou à leur secrétaire. S.R. (1909), 4079.

Signification
des avis.

